

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Economie, social, inégalités (France) > Transports (France) > Transports - Automobile > **France / Continental : « ça aura insufflé quelque part l'idée de se battre (...)**

Experiences des Lutttes

France / Continental : « ça aura insufflé quelque part l'idée de se battre et de combattre »

Interview avec Didier Bernard (CGT)

samedi 7 novembre 2009, par [BERNARD Didier](#) (Date de rédaction antérieure : 20 octobre 2009).

Une interview avec Didier Bernard (CGT) de l'usine automobile Continental Clairoix sur la lutte menée après l'annonce de la fermeture de leur entreprise par des « patrons voyous ».

Est-ce que tu peux nous raconter comment vous vous êtes organisés, au début et au cours de votre combat ?

Didier Bernard - Alors, au tout début, quand on appris la nouvelle, je peux te dire que ça a été un coup de massue terrible. Parce que là on rentrait dans une chose innommable et irréversible. C'était une fermeture d'une usine gérée par des patrons voyous qui font du bénéfice. Dans une incompréhension la plus totale pour les ouvriers qui pensaient qu'avec le dernier accord de 40 heures signés, très récemment, qu'un avenir à Continental Clairoix était assuré. Quand il y a eu cette annonce de cette fermeture toute le monde est tombé sur le cul.

La chance quand on a eu c'est que quelques un n'ont pas perdu l'esprit, n'ont pas perdu la tête et ils n'ont posé aucun genou à terre. Nous avons pris contact avec un mec en référence au rapport au combat des Chaussons à Creil dans les années quatre-vingt dix , mi-quatre-vingt dix. Ce Monsieur a répondu présent dès le départ. Il a jugé, il a jaugé, il a vu très vite comment ça se passait, comment ça s'est fait élaborer. Et tout de suite il a pris des choses en main.

On a élaboré un stratégie avec une ligne de conduite qui tendait à dire : aujourd'hui on décide de ça. Si vous l'adoptez en assemblée générale, il ne faudra absolument pas, à aucun moment, déroger d'un iota de cette ligne de conduite. Cette ligne de conduite, elle est comme ça, si vous faites en biseau, en travers, si vous vous sous-estimez, vous allez voir des problèmes. Si vous adhérez à l'idée qu'il faut aller d'un point A à un point B pour aller au plus court, jusqu'au bout, alors, en face, ils vont avoir des souci.

C'était très dur à faire admettre aux gens. Parce que pendant ce temps-là, en plus, d'arriver à admettre et faire admettre aux gens que des mauvaises choses se préparaient, et aussi bien des opérations de combat pour montrer à l'état et la direction de ce que l'ont été capable, malgré avoir pris une grande claque dans la gueule, on était capable de relever un genou, voire les deux, et puis on est rentré en lutte. Cette chose-là a été relativement facile. Les gens étaient tellement écoeuré. Ils ont voulu, pas se venger, mais ont voulu de se battre, combattre, tout de suite.

Le deuxième problème, c'est par rapport à l'arrivée de ce conseiller, ex de Chausson, proche de LO, c'est qu'on a eu plein de détracteurs qui, par rapport à son appartenance politique, ont tout fait, fait en sorte, de discréditer le mouvement. Les six premiers semaines, malgré l'intersyndicale, ont été géré par la CGT. On ne peut pas, en disant ça, tirer la couverture plus sur une étiquette que sur une autre. Sauf que pendant six semaines il a fallu aussi, en plus de la bataille contre l'état et la direction allemande, il a aussi fallu batailler avec les syndicats au sein de l'intersyndicale. Quand certains syndicats au sein de l'intersyndicale ont aperçu et ont compris l'importance, le bien-fondé de sa présence, de la ligne de conduite qu'il avait insufflé, à ce moment-là les portes se sont ouvertes pour nous et le travail s'en est mieux senti.

Sauf que c'était pas toujours rose, c'était compliqué, ça a été long et ça n'a pas été vrai pour le tout le monde, ce que je viens de dire. Mais néanmoins, une fois qu'on a occulté toutes ces saloperies, tous ces petits

problèmes conditionnels, politiciens, une fois que tout a été réglé, nous sommes rentré dans la vraie lutte. Parce qu'en face il n'y avait plus un ou deux mecs récupérés par une secte ou par l'extrême gauche, mais il y avait un front commun y compris les cadres. Il y avait les gens de la CFDT, de FO, qui nous suivaient depuis le début. Je dirais frileusement, timidement, avec leurs moyens à eux, avec leurs caractères à eux. Mais un moment il y avait un front commun, plus fort, plus uni, alors, tout le monde s'est lâché et on est rentré en vraie bataille. Et en face ils ont commencé à nous prendre au sérieux. Ça a été long, mais on y est arrivé.

Contre la fermeture

Oui. Syndicalement parlant, on a été au départ contre la fermeture. Les soucis avec les allemands c'est que l'usine était déjà fermé pour eux. De façon irrémédiable ils nous ont dit très vite, parce qu'il y avait quatre projets de fermeture qu'ils ne reculeront pas et que cette usine fermerait.

Nous, on s'est dit ... le plan social venait de démarrer on ne va pas perdre de temps pour la non-fermeture, parce que le plan social sera légalement terminé et on ne pourra plus rien négocier. Alors, on change le fusil de l'épaule, ... et on décide de discuter et de négocier. Mais en dehors du plan social. On discute plus de la non-fermeture, ok, on voulait discuter, mais on discute de nos revendications, pas les leurs, pas dans les livres 3 et 4. On s'en foutait. On a mis deux mois pour y arriver ...

La fermeture était irrémédiable, irrémédiable. Si on avait été en France, peut-être on aurait pu encore faire certaines choses, mais j'en suis pas persuadé, quant à Allemagne, vue la distance et le fait que c'est un autre pays, on n'aurait pas pu faire grande chose. On n'a pas été appuyé par la politique de droite, avec ce gouvernement de droite qui a instauré des lois pour que les patrons puissent faire des bénéfices. C'était pas la peine de perdre du temps. ... Donc, on s'est battu pour obtenir des garanties, des droits et des primes à nos camarades. Eux aussi, ils ont adopté cette idée. Maintenant, nous sommes quasiment à l'aube

d'un accord final.

Ce qu'on a obtenu

Par rapport à l'accord de 40 heures dont on a été floué, haut les mains, puisque cet accord stipulait un avenir radieux jusqu'en 2012. Donc, **la première revendication**, parce qu'on s'est fait avoir, **c'était le maintien de contrats de travail, jusqu'à fin 2011, début 2012**. Le respect de leur engagement par rapport à leur accord de 40 heures signé en 2007. Cette revendication du maintien de contrats de travail sous quelque forme que ce soit, on l'a obtenu. Il y a quelques mois de chômage partiel, il y a quelques mois de travail Conti payé par Conti, effectué chez nous. C'est-à-dire, on remettra plus jamais le pied dans l'entreprise. Et surtout il y a 23 mois de congé de reclassement, alors que légalement parlant, c'est 9 mois. Là on a réussi à discuter avec l'état, de façon très difficile, et surtout des fois très âprement. On a réussi à faire sauter le verrou légal de 9 mois. ... L'état leur a permis de faire sauter le verrou de la légalité de 9 mois.

C'est continental qui paie tout ça. Au début ils ne voulaient pas parce que l'état en France prévoit un congé de reclassement de 9 mois. Dès l'instant où notre interlocuteur de l'état leur a dit : Vous pouvez franchir la barrière. La direction de Continental a dit : ok, on vous paie le congé de reclassement. Ce sont quatre vingt pourcent du salaire net jusqu'à 2012 et on ne tombera pas dans la précarité ou le chômage.

La deuxième revendication. La prime de départ de 50.000 net de toute imposition. Pour tout le monde. L'avantage de cette revendication c'est que on a chez nous des gens de trois ou quatre ans d'ancienneté. S'ils étaient partis ...sans prime, ils seraient partis avec 2400 ou 3000 Euros . C'est-à-dire : Que dalle. Rien. L'avantage de cette revendication c'est que les plus jeunes vont partir avec 50.000 Euros. Pour les anciens, forcément, c'est un bonus parce que c'est un prime non-prévu, qui ...,de fait, double quasiment leur prime de départ. Mais surtout pour les jeunes, par rapport à leur ancienneté, qui dès leur embauche, ont acheté des maisons, qu'ils seront incapable de payer. Cette prime substitue un salaire de remplacement pour leur permettre de voir un

avenir légèrement meilleur que tomber dans la précarité tout de suite.

La troisième revendication : c'est la mesure d'âge, qu'on appelle la mesure de portage pour les plus anciens. On a réussi à faire en sorte, qu'avec les mesures légales maximales,..., aujourd'hui, il y a 116 personnes de 51 ans et demi qui sont en quasi retraite. Avec des mesures de portage quasiment payé intégralement par Continental. Les trois revendications majeures que nous avons depuis trois mois, depuis le début sont quasiment arrivés à terme, est obtenu à 100 %.

Et maintenant ?

Alors, aujourd'hui on a toujours un gros souci. Pour arriver à faire venir autour de la table l'état et la direction allemande de Continental, il a fallu, malheureusement, dans un grand moment de grand désarroi, de désespoir, de détresse profonde parce que des gens ont pensé d'être lâché par l'état, par la direction allemande, qui pourrissait le mouvement, par la justice,... quand ces gens se sentent lâchés par tout le système, qui pourtant auraient dû être là pour les aider plutôt que être complice les uns vers les autres, quand les gens sont rentré dans cette période de désarroi, quand ils se sont dit on ne doit que compter sur nous-mêmes il y a eu une sous-préfecture quasiment rayée de la carte. C'était pas volontaire, prémédité, motivé, sauf que à ce moment-là, les gens n'ont plus rien à perdre. Si on se retrouve dans la merde, le chômage, la misère, la précarité, tout de suite, mort pour mort, comme on pourrait dire. dans ce cas-là. Tant pis, foutu pour foutu.

Face les problèmes judiciaires.

Maintenant par rapport à cette affaire-là il s'est passé deux choses. Deux heures après on nous a annoncé par l'état qu'on a enfin obtenu une réunion tripartite officielle, avec l'état et la direction Continental AG. La deuxième chose par rapport à cette affaire ce qui est un point noir : Il y a sept de nos camarades qui sont poursuivis pour le saccage de la sous-préfecture. Aujourd'hui, notre lutte, elle réside en priorité dans l'arrêt de la poursuite

contre nos sept camarades. Ce sont pas des criminels, ce sont des travailleurs, qui ont, pour la plupart, travaillé depuis trente ans, vingt ans qui se sont senti lâché et trahi, une première fois, par Continental, qui leur a promis un avenir radieux, la deuxième fois par l'état et la justice complice des patrons voyous qui font des bénéfices en France et ferment des boîtes, qui ne protège pas les salariés, la population, leur citoyens.

Un appel des continental à l'ensemble de salariés victimes de plans de licenciements rencontrerait un écho important ?

J'en suis persuadé. Durant de notre combat on a été soutenu et suivi par la France, dans des différentes boîtes, qui ont été maltraitées, de localisées, licenciées, fermées. J'espère qu'au travers de ce qu'on a fait, même si au final il y a une fermeture chez nous et nous sommes des anciens salariés licenciés malgré tout ça, le fait d'avoir obtenu des garanties et des moyens de nous permettre peut-être de traverser la crise, peut-être d'être reclassé, de peut-être retrouver du travail. J'espère que tout ça aura insufflé quelque part l'idée de se battre et de combattre. Des gens, qui pensait que tout cela était inutile, sans espoir, et forcément sans cause. Non seulement on a prouvé le contraire, même désespéré, on peut arriver à quelque chose. Il n'y a aucune cause inutile. Tout combat est bon à prendre. Tout combat est bon à faire. Au bout selon le conviction, le courage et la détermination on peut arriver à tout .

Est-ce que vous allez continuer à rencontrer les travailleurs de Goodyear ou les travailleurs de Lear ?

Oui, oui, en effet, nous allons continuer. Le simple fait de ne plus être payé et de ne plus rentré dans l'usine, de ne plus rien faire. Nous avons quelques mois devant nous avant le congé de reclassement. UTI, Lear, Smile, Goodyear et alentours, tout ceux qui ont besoin de nous, pourront compter sur nous. On l'avait dit, répété et stipulé à tous ceux qui voulaient nous entendre. Ils peuvent compter sur nous .Et ça, ce n'est pas un mot. Les copains, les camarades, tous ceux qui sont dans la détresse ou dans une merde patronale,

ils pourront compter sur nous. Ils pourront
compter sur nous.

Pour en savoir plus :
<http://continentalweb.free.fr/>

P.-S.

* Paru dans le Courrier international des Mouvements sociaux : n° 0, novembre 2009.